

Brochure n° 3051

Convention collective nationale
IDCC : 567. – BIJOUTERIE, JOAILLERIE, ORFÈVRE
ET ACTIVITÉS QUI S'Y RATTACHENT

ACCORD DU 10 SEPTEMBRE 2019
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX CONVENTIONNELS POUR L'ANNÉE 2020

NOR : ASET1951357M
IDCC : 567

Entre :

BJOC,

D'une part, et

FGMM CFDT ;

FNSM CFTC ;

FCM FO ;

FCMTM CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Égalité de salaires entre les femmes et les hommes

Dans le cadre de la négociation annuelle sur les salaires, les parties à la négociation souhaitent rappeler aux entreprises de la branche leurs obligations en matière d'égalité professionnelle et plus particulièrement s'agissant de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Elles demandent aux entreprises de la branche de mettre en œuvre toutes mesures destinées à remédier aux écarts de rémunération afin d'atteindre l'objectif d'égalité professionnelle dont l'égalité des rémunérations.

Article 2

Augmentation des salaires minimaux conventionnels

Tous les éléments de la grille des salaires minima conventionnels applicables au titre de l'année 2020, telle qu'elle résulte de l'avenant du 17 décembre 2007 sur les classifications professionnelles, de l'accord du 12 mars 2019 sont modifiés comme suit à compter de la date d'extension du présent accord et applicable dans tous les cas au plus tard au 1^{er} mars 2020 : + 1,5 % sur l'ensemble de la grille.

En conséquence, les salaires minimaux conventionnels deviennent les suivants :

Salaires minimaux conventionnels, pour 151,67 heures mensuelles

Niveau 1 à 7 :

(En euros.)

	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	NIVEAU 4	NIVEAU 5	NIVEAU 6	NIVEAU 7
Échelon 4	1 665	1 806	2 140	2 543	3 318	4 331	5 553
Échelon 3	1 646	1 753	1 995	2 394	3 201	3 908	5 201
Échelon 2	1 599	1 721	1 886	2 229	2 913	3 561	4 677
Échelon 1	1 578	1 687	1 832	2 187	2 719	3 343	4 371

Niveau HC : le salaire minimum unique de 5 000 € reste inchangé.

Article 3

Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés

Le présent avenant ne nécessite pas de dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés, auxquelles il s'applique également.

Article 4

Opposabilité

Aucun accord d'établissement, d'entreprise ou de groupe ne peut prévoir de dispositions moins favorables à celle prévues par le présent accord.

Article 5

Durée. – Dépôt

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il pourra être dénoncé ou révisé conformément aux dispositions légales.

Il sera procédé dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue du dépôt conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Article 6

Entrée en vigueur de l'accord

Le présent accord entrera en vigueur à la date d'extension ou au plus tard au 1^{er} mars 2020.

Son extension sera demandée dans les meilleurs délais.

Fait à Paris, le 10 septembre 2019.

(Suivent les signatures.)